

ordonné de gestion de la dette pour l'avenir. Elle ne nous apportera pas de nouvelles espèces. Pour obtenir les ressources en espèces dont nous aurons besoin au cours des prochains mois, nous vendrons 400 millions d'obligations à cinq mois et à 2½ p. 100 d'intérêt aux banques à charte et à la Banque du Canada. Ces obligations à très court terme écherront le 15 décembre prochain, date qui coïncidera avec celle où nous connaîtrons les recettes en espèces de notre campagne d'obligations d'Épave de cette année.

Je veux terminer sur deux choses: la première, c'est que nous sommes convaincus, comme ceux d'ailleurs que nous avons consultés, que ce grand emprunt de conversion permettra de donner à notre marché des obligations une atmosphère nouvelle, saine, faite de confiance. Les heureux résultats s'en feront sentir bien au-delà du marché des obligations du Canada et retentiront sur le marché des obligations des provinces, des municipalités et des sociétés commerciales.

Le second point que je veux souligner, c'est que le gouvernement actuel attache beaucoup d'importance et une haute priorité au maintien d'une monnaie saine, et à la stabilité du pouvoir d'achat de notre dollar. Au nom du gouvernement, je répète que nous entendons suivre des programmes destinés à maintenir la solidité du dollar canadien.

Il s'agit d'une grande entreprise nationale. C'est la dernière phase des campagnes d'emprunts de la victoire des années de guerre, qui, nous nous en souvenons tous bien, ont rallié l'appui enthousiaste de tous les Canadiens. J'annonce avec confiance que tous les Canadiens aideront à mener à bonne fin le prêt de conversion du Canada en 1958.

L'hon. L. B. Pearson (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, le ministre a fait une déclaration fort importante, sur une opération annoncée dans les journaux de ce matin et même, en détail, dans ceux de cet après-midi. Comme le ministre l'a dit, le prêt de conversion du Canada en 1958 sera la plus grande opération du genre de notre histoire, même de notre histoire du temps de guerre. Il a bien eu raison de souligner que, pour réussir, cette opération exige la collaboration enthousiaste de tous les intéressés, et, comme je l'ai dit en participant au débat sur le budget, tous les Canadiens espéreront qu'il obtiendra cette collaboration et ils doivent espérer que l'opération réussira.

Dans notre pays, nous abordons des mesures très difficiles et très compliquées de financement et de refinancement que le ministre a déjà exposées à la Chambre. C'est le premier stade, un stade très important, de ce

qu'il a appelé lui-même une opération financière importante. En tant que Canadiens, je le répète, nous devons tous espérer que cette opération sera fructueuse et que, par-dessus tout, la stabilité de notre devise sera maintenue durant l'opération. Même si nous entretenons tous cet espoir, nous ne pouvons évidemment pas nous empêcher d'éprouver de la crainte au sujet des répercussions qu'aura sur la politique monétaire et sur les pressions inflationnistes l'opération qui débute maintenant. Nous espérons que ces répercussions ne seront pas préjudiciables et que ces pressions inflationnistes seront maintenues en échec. Nous suivrons tous avec intérêt le progrès de cette opération très importante de refinancement.

M. Hazen Argue (Assiniboia): Monsieur l'Orateur, l'annonce que vient de faire le ministre des Finances est certainement une des plus importantes qu'un ministre des Finances ait faites depuis la fin de la guerre. Nous espérons avec lui qu'on pourra atteindre l'objectif d'une politique monétaire saine et que la solidité du dollar canadien sera maintenue. Nous espérons aussi que la valeur nominale des titres émis sera plus basse, afin de permettre aux Canadiens moyens d'y souscrire et que les conditions de paiement permettront aux salariés d'en acheter. Nous espérons que le produit de cette émission aidera à résoudre les problèmes financiers des provinces et des municipalités.

Je suis certain que l'une des raisons pour lesquelles le montant total de ce financement est si élevé, c'est le déficit du budget de cette année. Nous espérons que les futurs déficits budgétaires ne devront pas être aussi importants et que nous reviendrons à un budget équilibré, à une économie plus équilibrée, pour que le pays n'ait pas à accroître sa dette à long terme.

Les conditions exactes des propositions, taux d'intérêt, période d'échéance, etc., seront étudiées à fond par notre groupe. Plus tard, nous formulerons d'autres observations, mais nous espérons que la question que présente actuellement le ministre fera l'objet de l'appui général du public.

(Plus tard)

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. J. W. Pickersgill (Bonavista-Twillingate): J'aimerais poser une question au ministre des Finances. Comment sa déclaration annonçant le taux d'intérêt de 4½ p. 100 cadre-t-elle avec l'assertion où son chef a soutenu à Halifax, le 24 mars, qu'on avait renversé la politique de l'argent cher des libéraux et que le taux d'intérêt de 4.3 p. 100 avait été abaissé à 2.8 p. 100?